

Les représentants du Conseil national africain contribueront à la solution en Afrique du Sud, peu importe quand elle viendra et comment elle se présentera. Le Canada s'est fixé pour objectif premier d'encourager une solution pacifique qui débouche sur la liberté et l'égalité en Afrique du Sud. Et nous risquons davantage de voir s'instaurer la paix et la liberté en travaillant avec l'ANC qu'en le livrant aux extrémistes.

Comme on l'a noté, la communauté internationale veut amener l'Afrique du Sud à la raison; elle ne cherche pas à la rabaisser. Nous voulons changer un système social fondamentalement mauvais et non paralyser une économie solide. Le Canada n'hésiterait pas à multiplier ses échanges commerciaux avec une Afrique du Sud affranchie de l'apartheid. Nous espérons vivement que le préjudice disparaîtra avant que la violence ne sème l'anarchie dans tout le sous-continent. Voilà pourquoi nous devons tous chercher des moyens de garder les voies de communication ouvertes aux quatre coins de l'Afrique du Sud, de maintenir le dialogue entre les Noirs et Botha, entre Buthelezi et Tambo, entre Mandela et les Afrikaners. Ils serait en effet tragique d'amener le gouvernement Botha à changer d'attitude pour ensuite se rendre compte que nous n'avons pas les outils voulus pour opérer ce changement. Il y a un quart de siècle, M. Diefenbaker a parlé non seulement de l'extrême aversion que suscitait l'apartheid mais aussi de la "lampe à la fenêtre" qui attendrait une Afrique du Sud libérée de l'apartheid.

En voyant l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Londres rentrer chez lui pour se porter candidat contre le parti de son président, en voyant Gavin Kelly se rendre à Lusaka pour y rencontrer des représentants de l'ANC, je me pose la question suivante: "Si j'étais ministre du gouvernement sud-africain et que j'en venais à la conclusion que ce que nous faisons était mauvais et que je voulais apporter les changements nécessaires et non simplement me contenter de protester, vers qui me tournerais-je, de qui pourrais-je obtenir un soutien?" Nous sommes confrontés à un dilemme: alors même que nous isolons un régime répugnant - et, assurément, nous devons le faire - nous réduisons par ailleurs les occasions qui peuvent amener ce régime à changer.

Le groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, qui offrait de tracer l'itinéraire vers le changement, représentait la meilleure réponse à ce dilemme. Leur ouverture a été rejetée, et violemment. L'occasion a été perdue. Personne ne croit qu'il sera possible de